



Kaléidoscope

Revue mensuelle des publications sur le développement

Département de la Recherche
Appui à la Gestion des Connaissances

RCH/AGC

Numéro 22 - Février 2005

Editorial

Réunion du G7 : un compromis sur l'aide au développement

A la veille de la réunion des ministres des Finances et des banquiers centraux du G7 où aide au développement et croissance mondiale étaient prévues au menu des discussions, les personnalités et les décideurs réunis à Davos ont proclamé qu'il fallait se mobiliser pour : vaincre la pauvreté, rendre la mondialisation équitable, lutter contre le réchauffement climatique ainsi que pour l'éducation, le règlement du conflit au Proche-Orient et la bonne gouvernance.

Dans le même temps, les ONG, rassemblées à Porto Alegre, formulaient quatre revendications : annulation de la dette des pays pauvres, augmentation de l'aide au développement, instauration de règles commerciales équitables, lutte contre l'évasion fiscale.

Ainsi, à Davos, le Premier ministre britannique, Tony Blair, s'appuyant sur l'autorité que lui confère la présidence du G8 (Etats-Unis, Canada, France, Japon, Italie, Royaume Uni, Russie, Allemagne) qui se tiendra en juillet à Londres, a proposé que toutes les questions relatives à la pauvreté s'inscrivent dans un plan complet pour l'Afrique qui serait, en outre, financé par l'emprunt grâce à la facilité financière internationale (IFF).

De son côté, la France a défendu l'idée d'une taxation internationale qui pourrait porter sur les ventes d'armes, les transactions financières, la vente des billets d'avion, les passages dans les détroits, voire les achats par carte de crédit.

Mais, si les objectifs font l'objet d'un consensus, les débats sur les moyens à mettre en œuvre sont loin d'être achevés. L'année 2005 sera donc décisive quant aux moyens d'augmenter les ressources financières destinées à lutter contre la pauvreté, et les rendez-vous vont se succéder : un G7 des ministres des Finances, début février à Londres, un G8 sous présidence britannique en juillet, une réunion de l'ONU en septembre sur les objectifs du millénaire et une conférence de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) sur la « relance de la négociation menée dans le cadre du programme de Doha pour le développement » en décembre à Hong-Kong.

A la réunion du G7, les ministres des Finances ont rapidement balayé les questions de conjoncture internationale pour se consacrer aux questions de développement et se sont mis d'accord pour étudier « au cas par cas » l'annulation (jusqu'à 100%) de la dette des pays pauvres très endettés. Le FMI présentera d'ailleurs en avril des propositions en vue de tirer sur les réserves d'or (3.217 tonnes) qu'elle détient. Mais la question du refinancement, après ces allègements, reste entière. De même, les propositions britanniques sur la création de l'IFF et la suggestion française, soutenue par l'Allemagne, de création d'une taxe pour le financement de l'aide à l'Afrique ont été prises en compte, mais n'ont pas obtenu le soutien des Etats-Unis.

Quoi qu'il en soit, l'Allemagne et la France ont décidé d'entreprendre, dès le prochain Ecofin de l'Union européenne (le 17 février), une initiative commune de financement d'un double programme de santé (malaria, sida), en particulier pour l'Afrique, mêlant l'IFF et la taxation internationale. AH

Dans ce numéro

L'EAU

Deltas du monde
Pour un droit effectif à l'eau potable
Substances chimiques dans les eaux
Agenda

LA TERRE

Dynamiques agraires, irrigation et institutions dans le delta du Fleuve Rouge (Vietnam)
Politiques environnementales et compétitivité
L'allocation initiale des quotas d'émission de CO2 aux entreprises à la lumière de l'analyse économique
Agenda

LES HOMMES

Contrôle des connaissances des étudiants en Afrique subsaharienne
La pauvreté dans les Territoires palestiniens et Gaza après trois ans de crise économique
L'imbroglio des inégalités
Agenda

LES ORGANISATIONS

Concerto pour banquier : au Sud du Sahara
Libéralisation du commerce dans les secteurs textiles et de l'habillement : examen des études quantitatives
L'Afrique du coton à Cancun : les acteurs d'une négociation
Agenda

DROIT, REGULATION

L'évaluation des politiques publiques
Projet de loi de finance 2005 – Rapport économique, social et financier
Mondialisation et dynamique des inégalités
Agenda

GEOGRAPHIES

Le Soudan : entre pétrole et guerre civile
Les relations économiques et culturelles entre la France et l'Inde
La Chine, « soft power » régional
Agenda

Sources

L'EAU

➤ L'ouvrage

Deltas du monde – Aubry C. - La Martinière, 2004 - 240 p. – Cote H4.232

Entre fleuves et mers, les deltas sont de précieux écosystèmes aujourd'hui menacés par la surproduction agricole et la pollution industrielle. De la Camargue au Bangladesh, du Nil à l'Afrique australe, ce livre associe enquête de terrain, carnet de voyage, travail de recherche et références littéraires pour dévoiler la singularité de ces espaces trop souvent oubliés du monde et encore méconnus. La biodiversité des deltas et les habitudes sociales qui s'y sont créées sont autant de richesses à préserver que de sources de conflits à apaiser. A l'heure où la protection de l'environnement devient un sujet de préoccupation essentiel, cet ouvrage permet de mieux comprendre le fonctionnement des deltas et d'agir pour leur préservation.

➤ Le rapport web

Pour un droit effectif à l'eau potable – Smets, H. – AESN, 2004 - 102 p.

Après sa reconnaissance au plan international, le droit à l'eau devrait être introduit dans l'ordre juridique national pour devenir pleinement effectif. Ce rapport examine les lois et jurisprudences des dix dernières années au cours desquelles le droit à l'eau a été formellement reconnu dans divers pays. Il comporte un projet d'articles de loi concernant le droit à l'eau potable, c'est à dire l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement dans les pays industrialisés. Cette proposition correspond à l'interprétation selon laquelle le droit à l'eau doit être entendu au même sens que le droit à l'alimentation ou le droit au logement et vise à décrire un droit effectivement opposable ou justifiable.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/618.pdf>

➤ L'article

Substances chimiques dans les eaux - Techniques, Sciences, Méthodes, n° 11, 2004 – pp. 15-66

Ce dossier regroupe des articles s'articulant autour du thème des risques et des problèmes d'élimination des substances chimiques dans les eaux. La première contribution propose une évaluation des risques écotoxicologiques des substances chimiques dans les eaux continentales. Les deux articles suivants s'intéressent aux substances prioritaires de la directive cadre européenne sur l'eau, l'un portant sur l'amélioration de la maîtrise des prélèvements d'effluents, l'autre sur les difficultés analytiques que comportent la surveillance du milieu et l'application des seuils de qualité. Un article analyse les contraintes liées à la potabilisation sur la définition des niveaux de teneurs maximales en substances prioritaires dans les ressources en eau. Le dernier article étudie la présence, le comportement et l'impact des substances pharmaceutiques dans les écosystèmes aquatiques.

➤ L'agenda

- *Environnement, agriculture, eau et assainissement - Banque interaméricaine de développement, 3 février 2005, Washington, Etats-Unis*
- *Polytech' Montpellier – 41^{ème} séminaire Eau, Université Montpellier, 7-9 février 2005, Montpellier, France*
- *AfricanSan West - Atelier régional sur l'assainissement et l'hygiène - Gouvernement du Burkina Faso, ministère de l'Agriculture, 21-23 février 2005, Ouagadougou, Burkina Faso*
- *Nouvelles stratégies ? Commercialisation des services de l'eau en Afrique du Sud - Coopération Afrique du Sud (KORA), Brot für die Welt et Both Ends, 25-26 février 2005, Bonn, Allemagne*
- *CSD – 13 : réunion intergouvernementale préparatoire - ONU – Commission sur le développement durable, 28 février-4 mars 2005, New York, Etats-Unis*

LA TERRE

➤ L'ouvrage

Dynamiques agraires, irrigation et institutions dans le delta du Fleuve Rouge (Vietnam): une analyse multi-scalaire de la gestion agricole de l'eau - Fontenelle, J.-Ph. - Université catholique de Louvain, 2004 - 449 p. - Cote PVN.039

Cette thèse est l'aboutissement d'un travail de recherche initié en 1994 sur la gestion agricole de l'eau, dans le delta du Fleuve Rouge au Vietnam. Son objet de démontrer que le transfert de gestion opéré dans la gestion agricole de l'eau du delta est le résultat d'innovations provoquées par les acteurs locaux. D'une part, les facteurs technico-économiques, matérialisés par des dysfonctionnements et des mauvais résultats agricoles, ont provoqué des réactions locales ayant entraîné une mutation du dispositif technique d'irrigation. D'autre part, ces mutations d'origine locale, qui prennent naissance dans les normes et représentations culturelles de la société rurale nord-vietnamienne, ont une origine d'ordre politique. Elles ont profondément modifié le système de gestion de l'eau du delta, en privilégiant une distinction des responsabilités par type d'acteur et par fonction. Le deuxième objectif de la thèse consiste à préciser l'approche méthodologique développée et qui accorde une place importante à l'analyse institutionnelle multi-scalaire et notamment à l'étude du jeu des acteurs à l'échelle intermédiaire.

➤ Le rapport web

Politiques environnementales et compétitivité – Bureau, D. ; Mougéot M. - Les Rapports du Conseil d'analyse économique, n° 54, 2004 - 160 p.

La crainte, souvent exprimée par les milieux industriels, que les politiques environnementales handicapent la compétitivité apparaît aujourd'hui comme un obstacle récurrent à l'adoption de nouvelles régulations, non seulement en France, mais dans tous les pays de l'OCDE. En témoignent les débats sur la Charte de l'environnement, sur les conditions d'autorisation des produits chimiques au travers du projet Reach, ou sur la mise en place du marché européen de permis d'émissions de gaz à effet de serre. L'objet de ce rapport est donc de faire le point sur les relations entre environnement et compétitivité à partir de quatre questions : la sévérité des réglementations environnementales affecte-t-elle la localisation des industries ? Les avantages des normes environnementales sont-ils en rapport avec les coûts qu'elles font peser sur l'économie ? Comment fixer les taxes environnementales en économie ouverte ? L'utilisation stratégique des politiques environnementales : réalité et enjeux du dumping écologique ? Le rapport examine ensuite si l'argument de la compétitivité justifie de réviser à la baisse l'ambition de nos politiques environnementales et il esquisse quelques orientations pour le développement de la fiscalité écologique en France.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/611.pdf>

➤ L'article

L'allocation initiale des quotas d'émission de CO2 aux entreprises à la lumière de l'analyse économique - Godard, O. - Responsabilité & Environnement, n° 32, 2003/10 - pp. 13-30

Adoptés à Kyoto en 1997, puis par l'Europe en 2003, c'est en 2005 que les mécanismes de quotas échangeables d'émission de CO2 vont devoir s'appliquer dans les différents Etats membres, à commencer par la question préalable de l'allocation initiale des quotas aux entreprises. Quelles règles du jeu retenir qui ménagent équité et efficacité économique ? Que convient-il de faire et surtout de ne pas faire au vu de la littérature économique en la matière ? C'est l'objet de cet article que de faire le point sur ce problème d'allocation initiale et d'avancer quelques recommandations s'appuyant sur les travaux économiques menés sur les systèmes de permis négociables. Ces recommandations prennent en compte des travaux évaluant les mécanismes et les solutions possibles du point de vue de l'efficacité économique pour la collectivité, mais aussi ceux qui touchent à la recherche de l'équité entre les entreprises concernées.

➤ L'agenda

- *Sommet des chefs d'Etats pour la préservation des écosystèmes forestiers et de la biodiversité en Afrique centrale, 4-5 février 2005, Brazzaville, Congo*
- *Colloque « Le développement durable des transports : quels moteurs, quels carburants ? », IFP, 10 février 2005, Lyon, France*
- *Colloque « Pollutions olfactives des installations classées », ADEME/AFITE, 23-26 février 2005, Paris, France*
- *Salon international de l'agriculture et Sima, 26 février- 6 mars 2005, Paris, France*
- *Symposium international sur les déchets dangereux, 8 mars 2005, Barcelone, Espagne*

LES HOMMES

➤ L'ouvrage

Assessing student learning in Africa - Contrôle des connaissances des étudiants en Afrique subsaharienne - Kellaghan, T. ; Greaney, V. - Banque mondiale, 2004 - 81 p. – Cote H20154

Cette brochure s'intéresse particulièrement à l'importance de la qualité de l'enseignement et propose une série de suggestions concrètes visant à améliorer les pratiques en matière de contrôle des connaissances dans le domaine de l'éducation en Afrique subsaharienne. Elle identifie quatre grands types de contrôle qui sont l'examen public, les contrôles nationaux, les contrôles internationaux, les contrôles au niveau de la classe. Les auteurs étudient pour chaque type d'examen comment le contrôle est utilisé pour opérer un suivi et évaluer les connaissances ; ils en étudient les différences et les analysent. Ils offrent enfin un certain nombre de recommandations pour tirer le meilleur parti des différents types de contrôle des connaissances dans le but d'améliorer la qualité de l'enseignement.

➤ Le rapport web

Poverty in the West Bank and Gaza After three Years of Economic Crisis - La pauvreté dans les Territoires palestiniens après trois ans de crise économique - Banque mondiale, 2004 - 41 p.

Trois années d'Intifada ont plongé l'économie palestinienne dans une profonde crise, avec des répercussions considérables sur le niveau de vie. Ce rapport met l'accent sur la situation des plus pauvres parmi les pauvres, ceux qui sont le plus dépendants de l'aide d'urgence. L'attention est attirée sur le fait que les plus pauvres ont dépensé la totalité de leur épargne et sont devenus plus vulnérables face aux problèmes engendrés par la malnutrition et menacés de pauvreté chronique. Or, en cas de chocs supplémentaires, ces pauvres ne pourraient pas bénéficier d'une éventuelle reprise économique, en raison de leur manque de qualification et de leur incapacité à trouver du travail. Le rapport établit une ligne de subsistance, différente de la ligne de pauvreté officielle, correspondant à un niveau de dépenses inférieur à 205 NIS par personne et par mois, qui concerne les personnes n'ayant pas les moyens de prendre le niveau minimum de calories établi par la FAO et l'OMS, soit environ 16 % de la population de Cisjordanie et de Gaza.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/603.pdf>

➤ L'article

L'imbroglia des inégalités - Bensidoun, I. - ATTAC, 2005 - 2 p.

L'auteur, économiste du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), dénonce le fait que de nombreux travaux, selon elle prétendument scientifiques, ont cherché à montrer que la mondialisation a permis de réduire les inégalités. L'article montre que cette conclusion ne résiste pas à l'analyse : les inégalités de revenu, mesurées par l'évolution du Produit Intérieur Brut (PIB) par tête, ont augmenté à la fois dans les pays, et entre les pays du Nord et du Sud, par suite de l'ouverture des frontières et de la mondialisation. Cet article n'étudie que les inégalités de revenus, mesurées par le PIB par habitant, qui est l'indicateur le plus couramment utilisé. L'auteur précise que cette approche des inégalités est très partielle et qu'elle doit être complétée par des analyses portant notamment sur les inégalités écologiques et sur les dimensions humaines et sociales, prises en compte (imparfaitement) par les indicateurs de développement humain élaborés et publiés par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

➤ L'agenda

- Consultation régionale sur les BPM - Commission européenne et secrétariat GTI/BPM, 9-18 février 2005, Bruxelles, Belgique
- Commission du développement social – ONU, 10-11 février 2005, New York, Etats-Unis
- Réunion Groupe de travail sur la protection sociale - Réseau Impact, 14 février 2005, Paris, France
- Réunion préparatoire au Sommet mondial de la Société de l'information (SMSI) - ONU et Union internationale des télécommunications (UIT), 14 février 2005, Genève, Suisse
- Conférence « Migrations, transferts de fonds et développement économique » - OCDE, 23-25 février 2005
- 49^{ème} session de la Commission sur le Statut de la femme – ONU, 28 février-11 mars 2005, New York, Etats-Unis

LES ORGANISATIONS

➤ L'ouvrage

Concerto pour banquier : au Sud du Sahara - Everaert, M F. – M & C. M International, 2004 - 224 p. – Cote E5.223

Après le séisme qui a secoué les systèmes bancaires d'Afrique subsaharienne au début des années 1990, le métier de banquier trouve ses marques au travers de nouvelles normes de gestion. Pourquoi cette tempête ? Comment depuis lors le métier de banquier a-t-il évolué ? Quelles sont les cibles commerciales visées par la banque et la finance en Afrique subsaharienne ? Quels sont les métiers pratiqués au service de ces cibles et par quels types d'acteurs bancaires en présence ? Comment et dans quel contexte les banquiers actuels exercent-ils ces métiers ? Que sera la banque africaine de demain ? Ce livre donne aux lecteurs l'occasion de rencontrer des patrons de la finance africaine. Ils leur parlent de leur métier, de ses contraintes, de ses règles et de ses perspectives, ainsi que de leur vision de la pratique managériale dans le contexte particulier d'une économie en développement.

➤ Le rapport web

Libéralisation du commerce dans les secteurs textiles et de l'habillement : examen des études quantitatives – OCDE, 2003 - 29 p.

Lors de sa réunion de septembre/octobre 2002, le Groupe de travail du Comité des échanges de l'OCDE a lancé l'examen des processus d'ajustement structurel engagés dans les secteurs du textile et de l'habillement des pays de l'OCDE et de plusieurs pays non membres de l'Organisation. Les travaux devaient porter essentiellement sur les questions d'adaptation structurelle, notamment les évolutions récentes enregistrées dans le commerce du textile et de l'habillement, l'ajustement de la main-d'œuvre liée au commerce, l'évolution des technologies commerciales et la facilitation du commerce. Par ailleurs, une analyse quantitative fondée sur des modèles empiriques dans le domaine économique contribuerait à remédier aux éventuelles insuffisances de la recherche actuelle dans le domaine analytique. Afin de repérer ces insuffisances, un examen des études quantitatives portant sur la libéralisation du marché du textile et de l'habillement devait être entrepris. Cet examen fait l'objet du présent document.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/621.pdf>

➤ L'article

L'Afrique du coton à Cancùn : les acteurs d'une négociation - Persche, D. ; Nubukpo, K. - Politique africaine, n° 95, octobre 2004

Fin avril 2003, quatre pays africains déposaient une proposition de négociation à l'OMC intitulée " Réduction de la pauvreté : initiative sectorielle sur le coton ". Quelques mois après, le " dossier coton " défrayait la chronique pendant la conférence de Cancùn, illustrant de manière emblématique les contradictions entre pays industrialisés et pays en développement dans le domaine agricole. Cet article analyse la genèse de cet événement et met en évidence les jeux d'acteurs qui y ont conduit.

➤ L'agenda

- Réunion du G7, 4-5 février 2005, Londres, Grande Bretagne
- Comité pour le développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise - Nations Unies, 10-11 février 2005, Genève, Suisse
- Sommet Asie-Pacifique du microcrédit, 16-19 février 2005, Dacca, Bangladesh
- Forum mondial sur la concurrence – OCDE, DAF, 17-18 février 2005, Paris, France
- Développement du secteur privé dans la région de la Mer Noire sous les auspices du ministère grec des Affaires étrangères, 24-25 février 2005, Thessalonique, Grèce
- Commission du commerce des biens et services et des produits de base, 9^{ème} session – CNUD, 14-18 mars 2005, Genève, Suisse
- La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Conférence organisée par le Dialogue fiscal international et le gouvernement italien, 15-16 mars 2005, Rome, Italie

DROIT, REGULATION➤ **L'ouvrage**

L'évaluation des politiques publiques - Trosa, S. - Institut de l'entreprise, 2004 - 75p. – Cote E3.118

Dans cet ouvrage, l'auteur met en lumière la différence majeure entre un système public dans lequel tous les projets d'importance, toutes les politiques définies et outillées donnent lieu à évaluation, initiée si possible ex ante, puis répétée de manière périodique, et un système public dans lequel cette discipline, sans être inconnue, n'est pratiquée que de manière épisodique et non réellement intégrée à l'action. Dans le premier cas, elle se place dans une logique de recherche continue d'amélioration et se dote d'un moyen important pour concilier démocratie et efficacité moderne, tandis que le second s'expose à méconnaître l'une et l'autre. Dès lors, quelle place pour l'évaluation des politiques publiques ? A quelles règles doit-elle obéir ? Après avoir décrit l'émergence du concept d'évaluation, l'auteur se penche sur les facteurs qui expliquent la difficile diffusion des pratiques d'évaluation en France. Mettant en évidence l'opposition historique entre un modèle français et un modèle anglo-saxon d'évaluation, elle analyse la convergence qui s'opère entre les deux modèles. Enfin, s'appuyant sur une enquête de benchmarking international, elle identifie cinq facteurs clés de succès dont la mise en œuvre en France permettrait de donner à l'évaluation la place centrale qui lui revient dans la conduite des politiques publiques.

➤ **Le rapport web**

Projet de loi de finances pour 2005 - Rapport économique, social et financier ; Tome 1 : perspectives économiques 2004-2005 et évolution des finances publiques ; Tome 2 : Annexe statistique - Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, 2004 - 220 p.

Ce rapport présente une vue d'ensemble des perspectives économiques pour la période 2004 - 2005 : prévisions de croissance, environnement international de la zone euro, demandes des ménages et des entreprises, perspectives d'emploi et évolution des salaires, inflation, situation financière des entreprises, échanges extérieurs, prix du pétrole etc. Il analyse l'évolution des finances publiques : dette, évolution des dépenses publiques, des prélèvements obligatoires, prévisions des recettes fiscales de l'Etat, comptes des administrations locales, de la sécurité sociale. Il préconise une amélioration du cadre budgétaire national, en renforçant les mécanismes de maîtrise de la dépense publique, adoptant une règle d'affectation des surplus de recette dans les périodes de forte croissance.

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/044000489/0000.pdf>

➤ **L'article**

Mondialisation et dynamique des inégalités - Centre d'économie industrielle de l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris - Problèmes économiques, n° 2865, décembre 2004, pp. 2-7

La question de savoir si la mondialisation est un facteur qui aggrave les inégalités économiques, tant entre les pays qu'à l'intérieur de chacun d'entre eux, mobilise de plus en plus les chercheurs. Le résultat qui ressort de la plupart des analyses sur séries longues est que l'évolution des inégalités - après une réduction ou stabilisation durant plusieurs décennies - est repartie à la hausse dans les décennies quatre-vingt et quatre-vingt-dix. Le rôle de la mondialisation est ambigu. Elle peut être un facteur favorable au rattrapage pour les pays pauvres - à condition de disposer de certains atouts comme un Etat fort et légitime. L'évolution des inégalités est également contrastée au sein des pays industrialisés. Quant au rôle de l'Etat, l'auteur souligne que si la mondialisation engendre des tendances inégalitaires internes, il ne faut pas oublier que les gouvernements disposent de moyens pour les atténuer.

➤ **L'agenda**

- *Réunion des ministres pour inaugurer le programme sur la gouvernance publique de l'OCDE, de l'UNDP et du MENA, (Moyen-Orient et Afrique du Nord), 6-7 février 2005, Mer morte, Jordanie*
- *2^{ème} réunion plénière du Groupe d'action financière (GAFI XVI), 9-11 février 2005 Paris, France*
- *9^{ème} réunion du Groupe anti-blanchiment d'Afrique orientale et australe (GABAOA), 13-18 mars 2005, Arusha, Tanzanie*

GEOGRAPHIES

➤ L'ouvrage

Le Soudan : entre pétrole et guerre civile - Héry, J. - L'Harmattan, 2004 - 118 p. – Cote PSD.02

Le Soudan détient de tristes records : le conflit dans ce pays, certainement l'un des plus meurtriers du monde, a déjà fait plus de deux millions de victimes. Alors que ce conflit est relégué au rang des guerres oubliées, qui sait que le pétrole fait le malheur du peuple soudanais ? De nombreuses compagnies occidentales interviennent dans ce secteur stratégique et les gouvernements auxquels elles sont liées portent une part de responsabilité. Comment mettre en jeu cette responsabilité ? On se heurte rapidement aux limites du droit international. Ce livre présente la situation dans laquelle se trouve le Soudan et s'efforce de donner quelques éclairages quant aux solutions possibles.

➤ Le rapport web

Les relations économiques et culturelles entre la France et l'Inde - Abadie, G. - Conseil économique et social, 2004 - 178 p.

L'Inde est depuis peu en phase de "décollage" et se veut la seconde puissance de l'Asie, alors que s'amorce un progressif basculement économique et géopolitique du développement mondial vers l'Orient. Le décollage exceptionnel du sous-continent indien ne sera pas sans conséquences géopolitiques, que la France doit intégrer dans son rôle international. Or la France a en Inde une présence faible, malgré des points d'ancrage solides et encouragés. Le Conseil économique et social a souhaité, par cette étude, voir explorés les chances, les voies et les moyens d'une relance dans les relations entre les deux pays. Cette étude se compose de trois parties : connaître et comprendre l'Inde ; la place de la France ; les voies de la relance. Elle examine la place identitaire de l'Inde dans le monde, les points clé de son économie, l'historique des relations franco-indiennes, l'examen des secteurs économiques où la présence française est notable ou en avenir ainsi que les secteurs porteurs où elle est généralement faible. Elle dresse un tableau des rapports et échanges culturels, éducatifs et scientifiques de la France et de l'Inde ainsi que des orientations futures du développement de l'Inde, ses atouts et handicaps à surmonter. Un dernier volet est enfin consacré à la législation et au droit du travail en Inde ainsi qu'au respect des normes sociales.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/616.PDF>

➤ L'article

La Chine, « soft power » régional - Teo Chu Cheow, E. - Politique étrangère, avril 2004 - pp. 807-819

L'ascension politique, économique et culturelle de la Chine a d'importantes implications pour l'Asie. La Chine perçoit en effet l'urgence de lier sa croissance interne à la stabilisation de son étranger proche. La « normalisation » progressive des relations entre Pékin, Séoul et Tokyo apporte un réchauffement diplomatique dans l'Asie du Nord-Est. Dans le Sud-Est, les politiques pragmatiques de Pékin et sa diplomatie stabilisent ses relations avec l'ASEAN et diffusent l'image d'une « Chine bienveillante », en particulier par l'extension du soft power chinois. Mais à mesure que Pékin confirme sa « montée pacifique » dans la région, la rivalité sino-américaine s'accroît. La Chine tente ou tentera de faire contrepoids à l'influence des Etats-Unis, et cherchera à entraîner tous ses partenaires dans la construction d'une communauté est-asiatique spécifique.

➤ L'agenda

- *Algérie 2005 : projets et partenariats pour les entreprises françaises, 7-8 février 2005, Alger, Algérie*
- *Rencontre d'affaires entre PME tunisiennes et PME de l'Union européenne, 8- 10 février 2005, Tunis, Tunisie*
- *Foire internationale de Khartoum, BOI, 16 – 26 février 2005, Soudan*
- *Séminaire « Indonésie », Ubifrance, 17 février 2005, Paris, France*

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement économique et de la lutte contre la pauvreté. Elle complète d'autres supports d'information ou d'analyse du groupe - internes ou externes - développés récemment ou en cours d'élaboration. Elle met l'accent sur l'événement majeur de la période, dans une logique de gestion des connaissances et d'anticipation. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos ■ *Africa confidential* ■ *African business magazine* ■ *African review of money finance and banking* ■ *Afrique agriculture* ■ *Afrique éducation* ■ *Aghrymet* ■ *Bulletin Alter-agri* ■ *Alternatives économiques* ■ *Alternatives internationales* ■ *Arabies* ■ *Archimède et Léonard* ■ *Les carnets de l'Aitec* ■ *Ashgate* ■ *Assexport* ■ *Autrepart* ■ *Aventure au XXème siècle* ■ *Banque magazine* ■ *Bois et forêts des tropiques* ■ *Bulletin de l'Union européenne* ■ *Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria* ■ *Bulletin du club du Sahel* ■ *Bulletin du Conseil général du Gref* ■ *Bulletin du Fmi* ■ *Bulletin du Parlement européen* ■ *Bulletin économie solidaire Ires* ■ *Bulletin Medcoop* ■ *Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse* ■ *Bulletin Objectif Terre* ■ *Bulletin officiel de la Banque de France* ■ *Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (Ieom)* ■ *Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (Iedom)* ■ *Bulletin tropical Cahiers/agriculture* ■ *Les Cahiers de l'Ifri* ■ *Les Cahiers de l'Outre-mer* ■ *Les Cahiers d'études et de recherches francophones* ■ *Cambridge Journal of Economies* ■ *Choix* ■ *La chronique Amnesty International* ■ *Commerce international du bois* ■ *Le Courrier de la planète* ■ *Le Courrier des Pays de l'est* ■ *Le Courrier du maire* ■ *Critique internationale* ■ *Déchets, sciences et technique* ■ *Diagoflash* ■ *Dialogue* ■ *Eeau potable* ■ *Ecoliers du monde* ■ *Economia* ■ *Economica* ■ *Economie et humanisme* ■ *Economie et prévision* ■ *Economie et sociétés* ■ *Economie et statistique* ■ *Economie internationale* ■ *L'Economie politique* ■ *Economie rurale* ■ *Energie plus environnement et techniques* ■ *L'Environnement magazine, décision environnement* ■ *Revue études* ■ *Les études de la Dgcid* ■ *Etudes foncières* ■ *L'Expansion Management Review* ■ *Eyrolles* ■ *Faim et développement magazine* ■ *Far Eastern Economic Review* ■ *Finances et développement* ■ *Bulletin d'information forêt méditerranéenne* ■ *Forum du commerce international* ■ *Fraternelle* ■ *Fruitrop* ■ *Gafi – bulletin d'informations* ■ *Géopolitique* ■ *Gérer et comprendre - annales des mines* ■ *Grain de sel* ■ *Gret* ■ *L'Harmattan* ■ *Health Policy and Planning* ■ *Hérodote* ■ *Hommes & migrations* ■ *Hydro plus magazine* ■ *Industry and Environment* ■ *Infosuma* ■ *Insee première* ■ *International Rubber Digest* ■ *IRD* ■ *Journal des Communautés européennes* ■ *Journal of African Economies* ■ *Journal of Microfinance* ■ *Khartala* ■ *Lettre Africa Energy Intelligence* ■ *Lettre d'information de l'Adea* ■ *Lettre d'information de l'Eadi* ■ *Lettre de conjoncture Bnp Paribas* ■ *Lettre de la profession bancaire* ■ *Lettre de l'Atibt* ■ *Lettre de l'Isted* ■ *Lettre de l'Océan indien* ■ *Lettre de Profession politique* ■ *Lettre de transparence* ■ *Lettre du blanchiment* ■ *Lettre du Cean* ■ *Lettre du Cepii* ■ *Lettre du Sahel* ■ *Lettre Gereso* ■ *Lettre mensuelle d'Equilibre et populations* ■ *Lettre mensuelle leom* ■ *Lettre mensuelle Iedom* ■ *Liaisons énergies francophonie* ■ *Litec* ■ *Maghreb sélection* ■ *Marchés des céréales* ■ *Marchés du riz* ■ *Le Marin* ■ *Middle East Economic Digest* ■ *Mining journal* ■ *Le Moci* ■ *Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment* ■ *Nord- Sud Export* ■ *Les Notes bleues de Bercy* ■ *Note de conjoncture de l'Insee* ■ *Notes et études documentaires* ■ *Notes rapides de l'Iaurif* ■ *Les Nouvelles calédoniennes* ■ *Les Nouvelles d'Addis* ■ *Nouvelles de l'Uit* ■ *Nouvelles du sud* ■ *Nouvelles économiques et financières de Tunisie* ■ *Les Nouvelles de l'Office international de l'eau* ■ *L'Observateur de l'Ocde* ■ *Observations et diagnostics économiques* ■ *Ocde* ■ *Oil World* ■ *Option finance* ■ *Péninsule* ■ *Perspectives de l'alimentation Fao* ■ *Perspectives économiques de l'Ocde* ■ *Pétrole & gaz informations* ■ *Peuples en marche* ■ *Politique africaine* ■ *Politique étrangère* ■ *Problèmes économiques* ■ *Repères émergents* ■ *Revue Cambodge actualités* ■ *Revue d'économie du développement* ■ *Revue d'économie financière* ■ *Revue d'économie industrielle* ■ *Revue d'économie politique* ■ *Revue de la stabilité financière* ■ *Revue des concessions et délégations de service public* ■ *Revue des transports urbains* ■ *Revue des questions humanitaires* ■ *Revue du Trésor* ■ *Revue économique et sociale* ■ *Revue humanitaire* ■ *Revue Tiers monde* ■ *Rice Situation and Outlook Report* ■ *Santé et travail* ■ *Savings and Development Sciences* ■ *Journal sécheresse* ■ *Small Enterprise Development Journal* ■ *Sociétal* ■ *Sugar and sweetener* ■ *Syfia international* ■ *Systèmes solaires* ■ *Techniques financières et développement* ■ *Techniques culturelles simplifiées* ■ *Transports urbains* ■ *Transport international Urbanisme* ■ *Vietnam Investment Review* ■ *Villes en développement* ■ *Vivre autrement* ■ *World Bank Economic Review* ■ *World Bank Research Observer* ■ *World Development* ■ *World Economic and Financial Surveys* ■ *World Economic Outlook*.

Responsable de la rédaction :

Véronique SAUVAT

Coordination :

Alfred HUC

Véronique SAUVAT

Réalisation :

Alfred HUC

Annie LOPEZ PORTZERT

Sylvie SCIANCALEPORE

Saisie/mise en page

Francine GILBERT